L'eau, la terre, la Palestine et Israël

Après l'espoir de paix né des accords d'Oslo, la spirale de la violence a repris en Israël. Un des enjeux du compromis historique entre les deux peuples concerne l'agriculture palestinienne, actuellement sous perfusion. Regard sur une initiative et repères sur le contexte des territoires occupés.

Dans ce petit bout de Proche Orient où les trois religions musulmane, juive et chrétienne trouvent leurs racines, le contrôle de la terre constitue un objectif essentiel, vital. Depuis l'occupation en 1967 des territoires palestiniens (voir carte), les arpents de terre sont disputés avec une ardeur, qu'il est difficile d'imaginer ailleurs, là où l'espace ne manque pas. Ici, en Israël, en incluant les territoires palestiniens occupés, la densité de la population est très forte: plus de 200 habitants au km² (en fait, elle est beaucoup plus importante si on retire du calcul les zones désertiques, limitrophes de la Jordanie et d'Egypte).
C'est dans ce décor d'extrême tension et de faim de terre que les Palestiniens se sont organisés pour résister au lent grignotage des terres occupées par les nouvelles colonies juives. "Si une terre n'est pas cultivée, elle est récupérée par l'autorité militaire israélienne." Cette règle a ainsi permis la confiscation aux Palestiniens de milliers d'hectares sur lesquels les nouveaux habitants, avec des moyens techniques impressionnants, notamment en irrigation, ont pu développer des cultures d'exportation.

En territoire occupé, un berger palestinien devant une colonie juive en construction

Se développer ensemble

En Cisjordanie, à 15 kilomètres de Naplouse, le village de Marda, 1500 habitants, n'échappe pas à la règle commune. Ici, chaque maison a une petite exploitation d'un à deux hectares, sur laquelle sont produits des olives, des fruits, sans oublier un peu d'élevage (moutons et vaches essentiellement). A Marda, comme ailleurs, le grignotage de la terre commence: 2000 dunams (1) confisqués en 1978-1979 puis 100, une colonie juive qui bâtit un nouveau village, appelé Ariel. Reliée à d'autres colonies juives par une route "privée", gardée par les militaires, cette colonie se situe sur une hauteur en amont de la rivière. L'eau si rare est ainsi captée par les nouveaux arrivants qui, comme on dit, "font fleurir le désert". Les Palestiniens de Marda n'ont plus qu'une seule source car les trois stations de pompage du village tournant à vide...
Résister. Rester sur place. Sur la base de cet engagement politique s'est construite une petite organisation (2), Ma'an. "Se développer ensemble", la traduction de ce terme arabe indique la démarche proposée. Financé par des organisations australienne et britannique, Ma'an travaille avec la population du village à la recherche d'alternatives économiques. Sinon, c'est le départ d'une grande partie de la jeunesse qui trouve à s'embaucher en Israël.
Sans sursaut, le village risque effectivement de mourir. L'agriculture est en grande partie privée d'eau. Les productions sont soumises à une très vive concurrence avec celles d'Israël qui bénéficient, elles, d'un appui agronomique exceptionnel pour la région.

Avec un premier financement australien, le centre Ma'an lance ses activités en 1988. Avec l'accord du village, les chercheurs, les techniciens, tous plus ou moins bénévoles (3), lancent des premières expérimentations. Comment cultiver avec peu d'eau, avec peu d'intrants (engrais, semences...) ? Comment s'organiser pour pouvoir vendre un peu à l'extérieur (4) ? Quelle formation proposer à une population en partie analphabète? Autant de questions, autant de balises pour cette recherche-action...
Dans un premier temps, l'équipe du Ma'an démarre un long travail d'enquête auprès des cent cinquante familles paysannes de Marda puis des autres villages environnants. Les données économiques, sociales permettent, à partir de comparaisons, d'établir un premier diagnostic. Sur cette base sont lancées les années suivantes une série d'expérimentations. Il s'agit en fait de définir des itinéraires techniques adaptés aux difficultés économiques d'approvisionnement mais aussi de commercialisation. Il faut également tenir compte de conditions cli-

matiques difficiles, de ressources naturelles limités. Si on ajoute à cela les soubresauts violents du processus de paix, on comprendra que les marges de manœuvre de Ma'an sont limitées.

Ces derniers temps, un travail a été réalisé autour de l'agriculture biologique. Ce mode d'exploitation peut permettre de produire à moindre coût d'autant que l'indispensable main d'œuvre supplémentaire (pour le binage à la main...) ne manque pas dans la région. Depuis le printemps dernier, tout est un peu remis en question par la fermeture des territoires occupés. Non seulement la misère et la désespérance gagnent les milliers de Palestiniens qui, tous les jours, vont travailler en Israël. Mais encore, toutes les pistes pour commercialiser les produits agricoles (notamment vers la Jordanie) et engager le développement de zones extrêmement pauvres sont au point mort. Pendant ce temps, de nouvelles colonies juives s'installent, la terre change de main, des villages meurent. La poudrière, toujours la poudrière...

Noël Bouttier

d'après des informations d'Yves Reynaud, consultant indépendant, 12 rue Ganneron, Paris 18. Yves Reynaud a réalisé, au printemps dernier, une mission d'évaluation auprès du Ma'an development centre, PO, Box 51352, Jérusalem, Israël

1. 1 dunam = 0,1 hectare
2. Toutes les organisations palestiniennes sont à l'heure actuelle non gouvernementales. La situation pourrait changer dans les mois à venir si l'Autorité palestinienne exerçait son pouvoir, comme le prévoient les accords de paix.
3. Le chômage parmi les jeunes Palestiniens est considérable. Beaucoup de diplômés doivent, pour trouver un travail, s'expatrier dans les pays voisins. S'ils souhaitent rester en Palestine, ils n'ont comme solution qu'un engagement quasi bénévole dans les organisations liés au mouvement palestinien.
4. Les accords du Caire (mai 1994) prévoient la création d'un fonds d'urgence pour encourager les investissements extérieurs, la libre entrée des produits agricoles de l'Autorité palestinienne en Israël (sauf pour cinq productions majeures, régies par un système de quota). Depuis la désignation du nouveau premier ministre, les négociations pour l'application de ces accords sont au point mort.

Repères sur l'agriculture des territoires occupés

La Cisjordanie (5600 km²) et la bande de Gaza (360 km²) sont des territoires palestiniens, occupés depuis 1967 par l'État d'Israël. Ils comptent aujourd'hui environ deux millions d'habitants. Les villageois qui ont dû fuir lors de l'invasion de 1967 ont été dépossédés de leurs biens en vertu de la loi sur les terres "vacantes". Les terres non enregistrées au cadastre ont été décrétés "biens de l'État"; depuis 1981, toute terre en friche peut être confisqué. Plus de 50% de la superficie de la Cisjordanie et 35% environ de la bande de Gaza ont ainsi été saisis par les autorités israéliennes.

Cela s'est accompagné de la création de colonies de peuplement, obéissant à une politique de quadrillage des zones à forte densité de population palestinienne. Ces colonies forment une "ceinture sanitaire" autour des villes principales de Cisjordanie. Dans les territoires occupés, deux univers s'opposent avec des conditions de vie très inégales. L'emplacement des territoires annexés a été soigneusement choisi. Dans la vallée très fertile du Jourdain, la moitié des terres est exploitée par des Israéliens.

Plus encore que la terre, l'eau est une ressource vitale dans ce milieu semi-aride. Les précipitations sont relativement abondantes (entre 700 et 1000 mm par an) sur les collines de Cisjordanie et sur les pentes du Mont-Hermont. Ces pluies d'hiver regonflent les nappes phréatiques et alimentent le Jourdain, dont le bassin versant se trouve pour l'essentiel en territoire arabe. L'occupation du désert du Golan syrien a placé sous contrôle israéliens toutes les sources du Jourdain. De plus, l'annexion dans le sud Liban d'une "zone de sécurité" lui a donné accès aux eaux du fleuve libanais, le Litani. On peut donc parler de guerre de l'eau.

Dès 1967, toutes les ressources hydriques ont été décrétées bien public, et leur répartition confiée à la compagnie nationale israélienne, Mékorot. Les Palestiniens doivent non seulement payer l'eau de leur puits, mais surtout l'administration leur interdit d'en augmenter le débit et d'en construire de nouveaux. Le développement des cultures irriguées a été freiné. En 25 ans, les superficies cultivées en Cisjordanie ont été divisées par quatre, passant de 26 à 6 %. Dans la bande de Gaza, la surexploitation des ressources a fait monter le taux de sel dans l'eau, la rendant impropre à la consommation.

L'occupation des territoires a conduit les paysans palestiniens à développer les cultures pluviales (blé, orge) mais aussi toutes celles qui trouvent un débouché dans la transformation locale, comme l'olivier (huile et savon), les légumes d'hiver (conserves)... Parallèlement, le comité des hydrauliciens palestiniens a contribué à accroître les disponibilités en eau pour les paysans: création de citernes, de retenues d'eau; remplacement de l'irrigation de surface par des techniques économes en eau (aspersion et goutte à goutte).

Pendant la période de l'intifada (voir encadré p. 16), de nombreuses coopératives et comités locaux, appuyés par les réseaux d'entraide des ONG, se sont créés dans les territoires occupés. Le comités palestiniens d'entraide agricole, réunis dans le Parc (1) travaillent à la formation professionnelle, notamment des femmes, à la mise sur pied de groupements de producteurs et d'activités de préparation alimentaire...

Marie-Claude Al Hamchari *(extraits d'un texte)*

Ingénieur à l'INRA, Institut national de recherche agronomique, département économie et sociologie. 65 bd de Brandenbourg, 94205 Ivry-sur-Seine cedex. Tel 01 49 59 69 00. E-mail: hamchari@ivry.inra.fr

1. Palestinian agricultural relief comittees, PO Box 25128, Shu'fat, Jerusalem, Israël.
Tel (972 2) 831 897. Fax (972 2) 831 896.
Leur rapport d'activités pour 1995 est disponible sur demande à l'Inter-Réseaux.